

## **Comportement électoral, identité, autonomie, solidarité et contact interrégional**

Min Reuchamps, Lieven De Winter, Jérémy Dodeigne, Dave Sinardet & Peter Thijssen

Les résultats des élections de 2019 ont, comme d'habitude, été interprétés différemment par les partis politiques, les analystes et les commentateurs. Certains affirment que le vote combiné de la N-VA et du Vlaams Belang (VB), qui ont atteint ensemble plus de 40 % des électeurs flamands, était un choix pour le nationalisme flamand et plus particulièrement un appel à une forme de "confédéralisme". Selon une autre interprétation, la défaite de la N-VA et la montée spectaculaire du VB sanctionnent la décision de la N-VA de mettre en veilleuse pendant cinq ans toute réforme de l'État. En fait, la politique belge est souvent interprétée comme étant largement motivée par des sentiments identitaires, des préférences d'autonomie et des revendications de solidarité. Beaucoup ont également souligné la montée en flèche de la question de l'immigration déclenchée par la crise dite des réfugiés. D'autres ont mis en cause les piètres performances des gouvernements fédéral et flamand en place, tant en termes de résultats politiques que de style de prise de décision. Ces éléments de cadrage sont essentiels pour comprendre le comportement des élites, mais ils pourraient également expliquer le comportement des citoyens en matière de vote et le comportement des élites dans la formation des gouvernements. Dans ce chapitre, nous allons tester empiriquement comment les attitudes vis-à-vis de la réforme de l'État, et les sentiments identitaires, les opinions en matière de solidarité ainsi que les contacts interrégionaux expliquent le vote aux élections fédérales de 2019.

Pour ce faire, nous nous appuyons ici sur une riche tradition de recherche concernant l'évolution des identités et des préférences en matière d'autonomie en Belgique (par exemple Sinardet, De Winter, Dodeigne, Reuchamps, 2018). Toutefois, dans cette tradition, l'étude des opinions à propos de la solidarité et des contacts interrégionaux a jusqu'à présent été distincte, même si certaines études empiriques récentes ont examiné l'impact des contacts interrégionaux sur le soutien à la poursuite de la fédéralisation (Thijssen, Sinardet & Dandoy, 2015 ; Thijssen, Arras & Sinardet, 2018). Les indicateurs de contact interrégional et les opinions en matière de solidarité seront donc intégrés dans l'analyse car ils pourraient être des facteurs clés pour expliquer le comportement de vote dans un pays multinational comme la Belgique. Mais avant de passer à la présentation de ce cadre théorique, nous revenons d'abord sur la lecture typique des succès et des défaites aux élections de 2019.

### **1. Éléments objectifs et subjectifs d'analyse des succès et défaites lors des élections fédérales de 2019**

Comme souvent, les résultats des élections fédérales et régionales de 2019 ont fait l'objet de différentes interprétations de la part des partis politiques et des analystes. Cet article vise à mettre en lumière la validité empirique de l'une de ces interprétations/cadres : la politique belge est largement animée par des sentiments identitaires, des préférences d'autonomie et des opinions divergentes en matière de solidarité, avec des contacts interrégionaux entremêlés.

Les victoires ou les défaites électorales ne sont pas seulement déterminées par les résultats objectifs des élections : c'est-à-dire l'augmentation ou la diminution de la part des voix ou du nombre de sièges des partis, les votes préférentiels des candidats, l'ordre de classement des partis (bataille pour être le plus grand), etc. Souvent, les victoires ou les défaites sont des événements - même imaginaires - qui se construisent en fonction de la façon dont sont présentés des résultats objectifs mais en suivant des logiques d'interprétation subjectives des partis. La forme quantitative de ce cadrage compare souvent les gains de voix, de sièges, dans une

circonscription, à un niveau donné (fédéral/régional), par rapport aux résultats précédents ou même par rapport aux sondages, quelle que soit la comparaison la plus positive ou la moins défaitiste. Lorsque, le soir et la nuit du scrutin, les résultats deviennent progressivement clairs, les présidents et les porte-parole des partis ont déjà été informés de manière approfondie (par leurs spécialistes en communication, les experts des partis et les politologues sympathisants). Ils ont préparé les explications les plus adaptées pour les scénarios les plus défavorables ou les plus favorables. La perte de nombreux votes mais d'aucun siège sera présentée comme une victoire. Perdre des voix parce qu'un poids lourd historique du parti dans une circonscription donnée ne figure plus sur la liste est présenté comme un accident de parcours attendu, unique et parfaitement acceptable et anticipé. Le fait de rester le plus grand parti au Parlement en dépit des lourdes pertes de sièges est généralement présenté comme une victoire<sup>1</sup>.

Ce "quantitative spinning" se fait déjà en partie avant les élections, en comparant les résultats effectifs obtenus aux faibles résultats prévus par les sondages d'opinion<sup>2</sup>. Un chef de parti peut fixer le seuil de réussite si bas (plus de "x" % des voix, ou "xxx" voix) qu'on peut s'attendre à ce que le seuil soit dépassé, quoi qu'il arrive<sup>3</sup>. Le contraire se produit lorsque les sondages prédisent qu'un parti donné deviendra le plus grand parti de sa région, ou court-circuitera un autre concurrent important, ou dépassera le seuil électoral (le PvdA en 2014), ou que ce résultat d'enquête est annoncé par la presse et vu par les porte-paroles du parti comme un résultat plausible, et qu'il ne se concrétise finalement pas le jour du scrutin<sup>4</sup>.

Les mêmes manipulations se produisent concernant les raisons de ces victoires ou défaites électorales. Ici aussi, les *spin doctors* auront informé les présidents et dirigeants de leur parti la veille du jour des élections et leur auront présenté la liste des principales explications des succès ou des défaites du parti, qui devront être communiquées en direct lors d'interviews et de débats télévisés le soir des élections, aux militants du parti qui attendent au siège du parti pour célébrer l'effort collectif de campagne, aux médias sociaux et à la réunion de l'exécutif du parti national le lendemain matin. La victoire s'explique souvent par le fait que le parti a présenté, à juste titre, un programme politique qui correspondait le mieux aux préférences politiques des électeurs. On peut ajouter à cela que les électeurs étaient satisfaits des réalisations du parti lorsqu'il participait au gouvernement en place, légitimant ainsi le bilan gouvernemental du parti et de ses ministres. Le cadrage des pertes électorales est tout aussi important. Les dirigeants vaincus intelligents interpréteront même leur défaite électorale comme une victoire indirecte, par exemple comme une victoire de leur "cause", mais malheureusement détournée par un autre parti.

## 2. Le vote de 2019 était-il un vote nationaliste en Flandre ?

---

<sup>1</sup> "Het slechte nieuws is dat we deze verkiezing hebben verloren, dat is helaas klaar en duidelijk. Het goede nieuws is dat wij met kop en schouders de grootste partij van Vlaanderen blijven." (traduction : La mauvaise nouvelle est que nous avons perdu cette élection, malheureusement c'est évident. La bonne nouvelle, c'est que nous restons la tête et les épaules du plus grand parti de Flandre), Bart De Wever, VRT Debat partijvoorzitters, 26/5/2019.

<sup>2</sup> "Er waren ook peilingen die veel erger voorspelden. Dus we gaan niet juichen en we blijven bescheiden" (traduction : Certains sondages prédisaient également des résultats bien pires. Nous n'allons donc pas applaudir et nous allons rester modestes), a concédé Gwendolyn Rutten. De Morgen, 26/5/2019.

<sup>3</sup> Cfr VU leader Bert Anciaux qui espérait que son parti obtienne 300 000 votes aux élections de 1995, et donc moins que les 363 124 obtenus en 1991, leur pire score.

<sup>4</sup> Ces pertes créées par les faux espoirs ou les vœux pieux que l'on s'inflige à soi-même se produisent également en ce qui concerne le succès et la défaite pour certains hommes et femme politiques. Tel est le cas si l'on s'engage dans "une bataille pour le 16", et que l'on obtient ensuite un résultat médiocre ce qui délégitimise cette revendication. On peut ainsi se transformer en perdant, ce qui n'aurait pas été le cas si l'on ne s'était pas engagé dans une telle "horse race" (cfr. La présidente de l'Open Vld Rutten qui s'est profilée pendant la campagne comme candidate au poste de premier ministre fédéral).

Comme toujours en Belgique, les résultats des élections de 2019 ont été interprétés de diverses manières par les acteurs des partis et les médias le soir des élections. Comme l'a écrit Dave Sinardet peu après l'élection, en commentant ces différents cadrages : "Le jour de l'élection, il y a toujours deux champs de bataille : les urnes et les studios (de télévision). Dans le premier, le résultat de l'élection prend forme, dans le second, son interprétation"<sup>5</sup>.

Le président du parti qui a pu augmenter le plus fortement son score électoral, Tom Van Grieken du VB, a présenté les résultats comme une condamnation claire de la population flamande du cordon sanitaire autour de son parti, et a également souligné l'importance de la question de l'immigration, dans le contexte de la crise des réfugiés, souvent présentée comme une invasion massive et inédite des populations islamiques, les décrivant comme des réfugiés économiques ("chercheurs d'or" à la recherche d'un meilleur avenir matériel), et s'inquiétant de l'islamisation rampante de la culture européenne. Il considère les résultats de son parti comme un important pas en avant vers l'indépendance de la Flandre.

Le CD&V a interprété ses résultats décevants en soulignant la campagne démagogique de la N-VA et du VB sur le pacte de Marrakech et la chute du gouvernement. La présidente du parti Open Vld, Rutten, a souligné que son parti avait perdu relativement peu face au VB. Groen a souligné que sa faible augmentation des votes constituait cependant sa quatrième victoire électorale consécutive. Le président du SP.A, Crombez, a expliqué que son score était le plus bas jamais enregistré en soulignant l'honnêteté du parti. D'autres ont mis en cause les piètres performances du gouvernement flamand en place et surtout du gouvernement fédéral, en termes de résultats politiques et de style de prise de décision, présenté comme un "kibbelkabinet", gouvernement de la discorde.

Parmi les hommes politiques, l'une des manipulations les plus remarquables de ce type a été l'affirmation du président de la N-VA Bart De Wever (lors du débat de la nuit des élections de la VRT entre les sept présidents de parti) selon laquelle, malgré une perte électorale de 7 % (aux élections flamandes), la Flandre avait massivement voté "flamand-nationaliste"<sup>6</sup> (si l'on additionne la N-VA au vote du Vlaams Belang). Et que les résultats des élections constituaient un appel clair au confédéralisme. Bart Maddens, un politologue flamand autoproclamé nationaliste et séparatiste (par exemple, la "doctrine Maddens") a également interprété les résultats des élections comme étant motivés par l'autonomie de la Flandre, car il a vu dans la défaite de la N-VA une sanction gouvernement Michel Ier pour avoir mis la réforme de l'État en suspens pendant 5 ans<sup>7</sup>.

---

<sup>5</sup> Dave Sinardet, 'Vlaanderen koos niet voor confederalisme' (opinie), De Standaard, 01/06/2019.

<sup>6</sup> "Vlaanderen kiest centrumrechts en rechts. En Vlaams-nationaal, meer dan ooit tevoren." (traduction : La Flandre choisit le centre-droit et la droite. Et, plus que jamais, la dimension nationale-flamande) Bart De Wever, VRT Debat partijvoorzitters. 26/5/2019

<sup>7</sup> "ook de N-VA deelt in de brokken. Misschien wordt die partij in toenemende mate als een traditionele partij beschouwd. Deelnemen aan de Belgische regering heeft altijd een prijs voor Vlaams-nationalisten. Zeker als zo'n partij haar communautaire programma onder het tapijt veegt." (traduction : La N-VA participe également à ces travaux. Ce parti est peut-être de plus en plus considéré comme un parti traditionnel. La participation au gouvernement belge a toujours un prix pour les nationalistes flamands. Surtout lorsqu'un tel parti balaie son programme communautaire sous le tapis.) De Tijd, 28/5/2019.

Alors que les analyses des changements de vote en 2019 indiquent que le principal bénéficiaire de la défection des électeurs de la N-VA en 2014 était le VB<sup>8</sup>, la réforme de l'État ne figurait pas du tout sur la liste prioritaire des électeurs flamands. Même pour les électeurs du VB et de la N-VA, cette thématique comptait parmi les moins importantes (respectivement à la 9e et à la 6e place sur 10 thématiques politiques)<sup>9</sup>. De plus, la majorité des électeurs qui sont passés de la N-VA au VB avaient déjà pris cette décision (bien avant) avant la campagne de 2019. Il convient également de noter que la campagne électorale n'a pas tourné autour des questions communautaires, ce qui rend la dynamique en 2019 similaire à celle des élections précédentes et de leurs suites<sup>10</sup>. Par conséquent, la plupart des électeurs du VB ne se sont pas souciés de la réforme de l'État. La réforme de l'État n'a pas non plus obtenu un score élevé pour les électeurs qui sont passés de la N-VA au VB entre 2014 et 2019. Parmi les électeurs qui sont passés de la N-VA au VB, seuls 2,9 % ont cité la réforme de l'État comme étant la question la plus importante, contre 9,1 % de ceux qui sont restés fidèles à la N-VA. D'autre part, 57,1 % des transferts de la N-VA vers le VB ont cité l'immigration comme le problème le plus important (de loin le problème le plus important parmi les personnes qui ont changé de parti), contre "seulement" 33,9 % de ceux qui sont restés fidèles à la N-VA (qui reste le problème le plus important des personnes qui restent)<sup>11</sup>. Sur l'ensemble des électeurs du VB en 2019, 53 % mentionnent l'immigration comme le problème le plus important, contre seulement 3,2 % qui mentionnent la réforme de l'État. Il est donc peu probable que les gains du VB soient dus à la frustration de la N-VA face à son manque de résultats en matière de "confédéralisme" ou à la popularité croissante des appels du VB en faveur de l'indépendance de la Flandre. Néanmoins, ces interprétations continuent d'affecter la formation du gouvernement flamand et fédéral, en particulier l'appel de la N-VA au confédéralisme comme conclusion logique du choix des électeurs.

### 3. Et qu'en est-il en Belgique francophone ?

Les interprétations par les partis francophones des résultats électoraux ont certainement été colorées par la remarquable composition du gouvernement sortant. Le seul parti francophone du gouvernement sortant, le MR, dont le leader Charles Michel occupait également le poste de premier ministre (mais qui comptait sur le soutien électoral d'environ 25% aux élections de 2014), a interprété sa perte de 5,3% et 6,2% des voix wallonnes et bruxelloises respectivement, en soulignant que la perte en pourcentage des électeurs était énorme, mais pas tant en termes de sièges<sup>12</sup> et que "Les électeurs de Wallonie et de Bruxelles nous renouvellent massivement leur confiance"<sup>13</sup>.

<sup>8</sup> Ce fut le plus grand changement entre 2014 et 2019 parmi tous les partis belges, lors des élections les plus volatiles en Belgique depuis la Seconde Guerre mondiale : Van Erkel et al. (2019) Vote switching in 2019 Changes in federal party preferences 2014 – 2019, and during the 2019 campaign. Note on the basis of EOS RepResent data.

<sup>9</sup> Walgrave et al (2019), Vlamingen en Walen stemden voor verschillende partijen maar verschillen minder van mening over het beleid dat ze willen. Nota op basis van de RepResent-studie; Walgrave et al. (2019), Les Flamands et les Wallons ont voté pour des partis différents le 26 mai – mais leurs avis divergent moins sur les politiques publiques qu'ils souhaitent. Note sur base de l'étude RepResent.

<sup>10</sup> "Wat nu gebeurt roept herinneringen op aan de campagne 2007. Ook toen profileerden partijen zich allerminst rond het communautaire (zelfs niet het kartel CD&V/N-VA) maar na de verkiezingen was de enige prioriteit nog een staatshervorming." (traduction : Ce qui se passe actuellement rappelle la campagne de 2007. Même à l'époque, les partis ne se profilaient pas du tout dans le communautaire (pas même le cartel CD&V/N-VA), mais après les élections, la seule priorité était encore la réforme de l'État.) Dave Sinardet, 'Vlaanderen koos niet voor confederalisme' De Standaard, 01/06/2019.

<sup>11</sup> Sur la base de nos propres calculs.

<sup>12</sup> Sur le plateau du RTL Info 19H, le président du Mouvement Réformateur revient sur les résultats de son parti aux élections fédérales et régionales.

<sup>13</sup> RTBF 27/5/2019, Charles Michel (MR) répond aux questions au lendemain du scrutin.

Le PS, le parti francophone le plus important, a obtenu son score le plus bas depuis l'introduction du suffrage général en 1919. Néanmoins, le chef du PS, Elio Di Rupo, a déclaré que les élections étaient un véritable succès en Wallonie et à Bruxelles, car le PS était le premier parti en Wallonie, le premier à Bruxelles, et donc le premier parmi tous les partis francophones. ECOLO, qui a réalisé des gains importants (9% à Bruxelles et 6% en Wallonie, mais moins que prévu par les sondages), a souligné qu'il s'est hissé à la deuxième place à Bruxelles et à la troisième place en Wallonie. Le cdH (l'"éternel" parti pivot du gouvernement depuis la Seconde Guerre mondiale jusqu'en 1999), a fait face à son nadir historique en n'attirant que 11,0% et 11,7% des votes wallons et bruxellois respectivement (à ces deux niveaux, une baisse d'environ 4%). Les dirigeants du CDH ont reconnu cette défaite et ont annoncé que le parti allait se retirer sur les bancs de l'opposition. Le grand bond en avant du PTB, qui a également permis sa première percée en Flandre, s'explique par le porte-parole francophone du parti, le député Raoul Hedebouw, par la "rupture" qu'apporte son programme électoral. Il a également critiqué le fait que tous les autres partis ont déclaré avoir gagné et continuent de faire comme si de rien n'était.

#### **4. Contact, identité, fédéralisme, solidarité et comportement électoral**

Ce chapitre vise à aller au-delà des simples analyses numériques de la défaite ou du succès électoral et des interprétations de ces résultats par les partis et les médias. Dans le contexte du cadrage communautaire mentionné ci-dessus par N-VA & VB, nous nous concentrerons sur l'impact des contacts interrégionaux, de l'identité, du fédéralisme, de la solidarité sur le comportement électoral, tout en tenant compte de certains déterminants classiques du vote.

Depuis des décennies, l'opinion publique concernant le processus de fédéralisation en Belgique, notamment en ce qui concerne la répartition des compétences entre les différents niveaux de gouvernement, est étudiée en détail. En outre, l'évolution de ces identités et préférences "ethnique-territoriales" en matière de répartition des compétences est généralement liée à des préférences politiques plus larges (par exemple, le comportement électoral), ainsi qu'à un certain nombre de variables sociodémographiques classiques (voir par exemple Swyngedouw & Beerten, 1996 ; Frogner, De Winter & Baudewyns, 2007 ; Swyngedouw & Rink, 2008 ; Deschouwer & Sinardet, 2010 ; Sinardet, De Winter, Reuchamps, Dodeigne 2018).

Une dimension qui a été beaucoup moins étudiée est celle de la communication et du contact entre les groupes linguistiques : la mesure dans laquelle les gens traversent la frontière linguistique - que ce soit physiquement ou par l'utilisation des médias - ainsi que la mesure dans laquelle ils maintiennent des liens personnels avec des personnes qui n'appartiennent pas à leur propre groupe linguistique. Quels sont les profils des personnes qui ont beaucoup ou peu de ces contacts ? Comment ce contact s'est-il développé pendant la période de fortes tensions communautaires et la crise politique de ces dernières années ?

Bien que ces questions soient intéressantes en elles-mêmes, il est sans doute encore plus intéressant d'étudier dans quelle mesure ce contact influence également les identités, les préférences fédérales, les sentiments et les attitudes en matière de solidarité ainsi que le comportement de vote. Par exemple, les personnes qui ont plus de communication et de contacts interrégionaux dans leur vie personnelle ont-elles tendance à accepter davantage le fédéral belge, de sorte qu'elles se sentent plus belges et/ou s'opposent à la poursuite d'une fédéralisation accrue ? Ces contacts sont-ils plus susceptibles de donner des preuves plus solides d'une différence entre les régions, ce qui fait que les personnes ayant de nombreux contacts interrégionaux sont plus susceptibles de se sentir plus flamandes ou wallonnes et/ou d'être en

faveur d'une plus grande autonomie régionale ? Et ces contacts influencent-ils le comportement électoral ? La même question pourrait être posée en ce qui concerne les sentiments de solidarité entre les régions. Et ces contacts influencent-ils le comportement de vote ?

Il existe une hypothèse habituelle selon laquelle la survie d'un État fédéral dépend d'un degré substantiel d'identification avec la fédération. La manière dont cette identification se manifeste est moins claire. Selon de nombreux psychologues sociaux, cependant, le contact avec l'autre groupe est crucial à cet égard, bien qu'il y ait moins de consensus sur la direction de l'effet. Certains affirment que l'effet est positif, car les contacts entre les groupes peuvent conduire à la reconnaissance mutuelle et à l'empathie. Par exemple, l'«intergroup contact theory» (introduite en 1954 par Allport dans *The Nature of Prejudice*) soutient que le contact entre différents groupes ethniques et culturels augmente la connaissance mutuelle et réduit les préjugés négatifs (Pettigrew, 1998). Ce n'est pas un hasard si l'empathie mutuelle qui émerge des contacts entre différents groupes ethniques et culturels constitue également le fondement de la "solidarité organique" de Durkheim (Pettigrew, 1998 ; Pettigrew et Tropp, 2008). Le contact entre les groupes ethniques et culturels est considéré comme le moteur de la substitution de l'identification mécanique avec son propre groupe ethnique et culturel par la solidarité organique qui transcende ces groupes.

En revanche, d'autres chercheurs ont souligné les effets négatifs du contact. Par exemple, la «group threat theory», dont Putnam (2007) est un partisan bien connu, soutient que les contacts entre groupes dans lesquels il existe déjà un certain niveau d'animosité sont susceptibles d'approfondir les préjugés négatifs. L'hypothèse est que les contacts stimulent le sentiment d'être menacé, parce que les membres de l'autre groupe ethno-culturel sont perçus comme des concurrents pour des ressources rares, en particulier dans le contexte de la crise économique où les élites politiques capitalisent sur les différences entre les groupes. Cette théorie implique donc un renversement de la logique de Durkheim. Selon ce raisonnement, les contacts ne génèrent aucune solidarité organique séparée, mais ne font que renforcer la solidarité mécanique propre au groupe ethno-culturel (Thijssen, 2012).

La relation entre la solidarité et l'identification nationale joue également un rôle crucial. Comme le font remarquer à juste titre Banting et Kymlicka (2016), la solidarité est "un phénomène hautement politique". Dès le XIXe siècle, Tocqueville a observé que les attitudes en faveur de la solidarité s'en sortent mieux dans un contexte démocratique. À cet égard, Banting et Kymlicka (2016) soulignent l'importance d'une identification nationale qui va au-delà du patriotisme constitutionnel, dans lequel les individus se sentent liés par des valeurs démocratiques libérales ancrées dans la constitution (Rawls, 1993) ou par leur nation en tant que contexte participatif (Habermas). Dans leur nationalisme libéral, une forme diluée d'identité nationale est un terreau nécessaire pour une solidarité redistributive dans une société diversifiée. Ce nationalisme libéral est une variante de ce que Hartmann et Gerteis (2005) décrivent comme un pluralisme interactif, dans lequel la nation offre un cadre significatif aux groupes sous-nationaux qui interagissent entre eux. Il existe donc un processus ingénieux, dans lequel les facteurs politiques et socio-psychologiques s'influencent mutuellement. En particulier, Banting et Kymlicka notent que l'impact des variables sociologiques (par exemple les contacts interpersonnels) dépend de la communauté politique, du régime politique et des autorités politiques. Ils ignorent néanmoins le fait qu'il n'y a pas qu'une relation de dépendance : les sources d'identification politiques ne sont pas des "moteurs inébranlables", mais des liens importants dans un processus longitudinal. Le nationalisme libéral de Banting et Kymlicka peut donc également être lié à la vision de Durkheim mentionnée ci-dessus. Dans le nationalisme libéral, la solidarité organique des différences entre groupes complémentaires est également

facilitée par l'intégration de ces différences dans la solidarité mécanique de la nation démocratique d'égalité (Thijssen, 2012, 2016). Le nationalisme libéral suppose donc une synthèse des attitudes et des structures politiques et sociales en interaction. Dans ce domaine, nous nous concentrons sur l'interaction entre les "rencontres interpersonnelles et médiatisées" de la théorie socio-psychologique du contact (Pettigrew) et la formation de l'identité nationale qui a traditionnellement reçu une attention considérable de la part des politologues, en particulier dans les sociétés divisées.

Cela nous amène à un dernier facteur important : la régionalisation et le fédéralisme. Dans de nombreuses fédérations, en particulier les fédérations "multinationales", les liens nationaux classiques avec la fédération générale sont limités (comme dans les États unitaires). En ce sens, une fédération pourrait être l'un des facilitateurs les plus appropriés de la forme diluée de nationalisme libéral à laquelle Banting et Kymlicka font référence. En effet, une fédération peut être considérée comme un cadre poreux qui tire sa signification principalement des rencontres qui ont lieu en son sein. Dans le meilleur des cas, les différents groupes résidant au sein de la fédération transfèrent une partie de leurs sentiments et souhaits de solidarité à la fédération.

Il n'est toutefois pas certain que la structure globale de ce fédéralisme puisse être assurée d'un soutien suffisant pour supplanter la dynamique centrifuge. C'est particulièrement le cas dans les États fédéraux bipolaires comme la Belgique, où deux communautés linguistiques mènent une vie fortement ségréguée. C'est pourquoi le soutien à la nation fédérale pourrait être le critère le plus approprié pour le cadre proposé par Banting et Kymlicka. À cet égard, certains auteurs font référence à un véritable "paradoxe du fédéralisme". Sur cette base, on pourrait également affirmer que la Belgique est une illustration douloureuse de ce paradoxe du fédéralisme, qui propose que l'autonomie régionale a le potentiel à la fois de modérer et de renforcer les tensions (par exemple Erk & Anderson, 2009). Dans la mesure où la fédéralisation entraîne une plus grande ségrégation dans la société belge (par exemple, la disparition des associations nationales et des lieux de rencontre nationaux) et dans le domaine public (par exemple, des paysages médiatiques et des reportages séparés), cela diminue la probabilité de contact, principalement au niveau des élites, mais aussi, par la suite, au niveau du public. Dans la mesure où les pouvoirs sont de plus en plus transférés aux entités infranationales, par exemple, il y aura moins besoin de fonctionnaires fédéraux. Cela peut par la suite susciter un soutien en faveur d'une régionalisation plus poussée, tout en réduisant la solidarité interrégionale.

Sur la base du discours politique et médiatique de ces dernières années, on peut conclure que le fossé entre les Flamands et les Wallons est plus grand que jamais. Les sujets communautaires et la réforme de l'État ont conduit à des années d'immobilisme, entrecoupées de points de tension absolue. En partie à cause de cette affaire et des difficultés plus générales à réaliser une sixième réforme de l'État belge, la Belgique a connu la plus longue période de son histoire sans gouvernement pleinement fonctionnel. Après les élections de 2019, le processus de formation du gouvernement fédéral prend à nouveau beaucoup de temps, ce qui est en partie interprété comme une conséquence des schémas de vote divergents au nord et au sud. En général, les médias n'ont pas constitué un espace neutre de confrontation entre les différents points de vue, tendant plutôt à renforcer le consensus politique au sein de leur propre groupe linguistique (Sinardet 2012).

Cela peut donc conduire à la conclusion que la Belgique est une illustration douloureuse du paradoxe du fédéralisme mentionné ci-dessus. Comme indiqué précédemment, la ségrégation croissante de l'espace national résultant d'un discours régionaliste d'élite pourrait entraîner une réduction des contacts entre les Flamands et les Wallons. Bien que l'attribution de l'autonomie

puisse être un moyen de parvenir à une résolution pacifique des conflits entre groupes ethniques et culturels, elle peut également servir à renforcer et à consolider les identités de ces groupes. Les élites politiques jouent un rôle important dans ce processus. Si l'on peut s'attendre à ce que les élites d'un système de démocratie de consensus (comme en Belgique) soient capables de pacifier les tensions entre les groupes linguistiques (Lijphart, 1977), l'inverse est également vrai (Sinardet, 2011). Par exemple, le fédéralisme pourrait éventuellement fournir aux partis nationalistes des "outils" pour éroder complètement les éléments de la gouvernance partagée (Riker, 1964). Dans la mesure où cette gouvernance partagée comprend également des éléments tels que les transferts interrégionaux réduisant les revenus, cette érosion est donc susceptible de mettre en péril la politique de redistribution sociale ainsi que la solidarité au sens strict (voir par exemple Banting & Kymlicka, 2006). On pourrait néanmoins aussi conclure que la fédéralisation conduit à un type particulier de solidarité - le type associé à son propre groupe. Dans la mesure où l'autre groupe ethno-culturel est dépeint dans la rhétorique des élites comme fondamentalement différent et comme une menace (pour le bien-être du groupe), les contacts interrégionaux au niveau public devraient également être plus susceptibles de conduire à une identification plus forte avec son propre groupe (solidarité mécanique). Le paradoxe du fédéralisme réside donc en fait dans l'extension de la théorie de la menace susmentionnée, qui implique que davantage de contacts renforceront l'identité régionale.

Il est intéressant de noter qu'à première vue, cette logique semble être en contradiction directe avec la manière dont Émile Durkheim et nombre de ses interprètes modernes (Alexander, 2006 ; Van Parijs, 2011) prédisent que la solidarité se développera dans les États modernes. Dans *La division du travail social*, Durkheim prédit une transition de la solidarité mécanique à la solidarité organique. La première forme de solidarité est basée sur le pouvoir d'une identification instinctive et quasi-automatique avec son propre groupe ethno-culturel, en mettant l'accent sur les points communs et les similarités "imaginaires" au sein de ce groupe. La seconde forme est davantage basée sur la complémentarité des échanges entre différents individus, sous l'impulsion d'une division croissante du travail. Cela implique une empathie intersubjective, qui tend à être un processus réflexif rendu possible par un système d'éducation et une société civile forts. En revanche, si la fédéralisation donne lieu à des divisions du travail distinctes (par exemple, moins de coopération interrégionale et moins de rencontres entre la Flandre et la Wallonie), il n'y a pas de contradiction réelle entre le paradoxe du fédéralisme et l'œuvre de Durkheim. En utilisant les termes de Durkheim, on pourrait ainsi affirmer que le fédéralisme - s'il facilite une plus grande autonomie et une éventuelle ségrégation - peut conduire à une régression du développement moderne de la solidarité, de l'organique au mécanique (Thijssen, 2012). Le paradoxe du fédéralisme implique donc une relation entre la progression de la fédéralisation et l'augmentation de la solidarité mécanique.

## **5. Données et méthodes**

Afin de mesurer ces relations possibles, nous avons modélisé des équations structurelles (SEM) qui visent à saisir les interactions entre les principales variables explicatives de l'analyse et une variable dépendante ainsi que des variables de contrôle. Le vote du parti est la variable dépendante pour chaque modèle. Il est mesuré comme étant le parti pour lequel le répondant a voté aux élections fédérales du 26 mai 2019.

À partir de notre cadre théorique, nous voulons mesurer les effets de trois variables explicatives principales dans notre SEM : le contact interrégional ("contact"), la répartition préférée des compétences entre les entités fédérales et les entités sous-étatiques ("comdiv") ainsi que la solidarité ("sol\_2"). Pour les contacts interrégionaux, nous utilisons trois indicateurs relatifs aux

types de contact de part et d'autre de la frontière linguistique, ainsi qu'un indicateur qui évalue les contacts avec les médias de l'autre communauté linguistique ("cntct\_4"). Les trois indicateurs relatifs aux contacts en face-à-face concernent les visites pour les vacances ("cntct\_1"), les visites d'amis ("cntct\_2") et les visites de shopping ("cntct\_3"). Chacun des quatre indicateurs est mesuré selon cinq catégories, allant de "1 ou plusieurs fois par semaine" à "jamais". La répartition préférentielle des compétences entre le niveau fédéral et le niveau régional/communautaire est mesurée sur une échelle de 0 à 10, où 0 signifie toutes les compétences au niveau régional/communautaire et 10 toutes les compétences au niveau fédéral. La solidarité est mesurée par l'indicateur de compassion envers les chômeurs, selon cinq catégories, allant de "1 = pas du tout" à "5 = beaucoup".

À ces variables, quatre variables de contrôle sont ajoutées dans les modèles : le genre ("sex" ; 1 = femme et 0 = homme), l'âge ("age" ; une variable continue de 18 à 89 ans), l'identité ("ident" ; 1 = première identification est la Belgique et 0 = toutes les autres catégories) et enfin l'éducation ("dipdum" ; 1 = enseignement supérieur et 0 = inférieur).

## 6. Résultats

Pour chaque parti, nous présentons chaque SEM qui vise donc à expliquer le comportement électoral pour ce parti. Les deux tableaux ci-dessous présentent un aperçu des effets pour les partis flamands et francophones distinctement. En vert, nous indiquons les effets positifs et en rouge les effets négatifs. Les chiffres indiquent la force de l'effet : plus le chiffre est élevé, plus l'effet est fort. Lorsque la variable n'est pas statistiquement significative, elle est indiquée comme NS.

	CD&V	Groen	N-VA	Open Vld	PVDA	sp.a	VB
Femme	NS	0.266	-0.186	NS	NS	NS	NS
Âge	NS	-0.015	0.008	-0.006	NS	0.013	-0.007
Enseign. sup.	NS	NS	0.231	NS	NS	NS	-0.275
Identité belge	0.381	NS	-0.221	0.252	0.067	NS	-0.302
Contact	NS	0.380	NS	NS	NS	NS	-0.463
Compétences	NS	NS	-0.092	0.045	NS	0.084	NS
Solidarité	NS	0.233	-0.182	NS	0.178	0.200	-0.108

	cdH	Ecolo	DéFi	MR	PTB	PS	PP
Femme	NS	NS	NS	NS	NS	NS	NS
Âge	NS	-0.013	NS	0.007	NS	0.008	NS
Enseign. sup.	0.374	0.339	NS	0.223	NS	-0.305	NS
Identité belge	0.359	-0.234	NS	NS	-0.216	NS	NS
Contact	NS	NS	NS	0.477	-0.301	NS	0.381
Compétences	NS	NS	NS	NS	NS	-0.056	NS
Solidarité	NS	0.190	NS	-0.256	0.227	NS	-0.247

Afin d'offrir des premiers éléments de comparaison entre les partis, nous les présentons par "famille" (c'est-à-dire colonne par colonne dans nos deux tableaux ci-dessus), pour autant que cette notion ait encore un sens, et en suivant l'ordre alphabétique des partis politiques flamands.

Parmi les variables incluses dans l'analyse, le vote pour le cdH peut être expliqué par deux variables : les électeurs ayant fait des études supérieures et les électeurs ayant une identité belge étaient plus susceptibles de voter pour ce parti. Nous trouvons un schéma d'identité similaire pour les électeurs du CD&V. C'est même la seule variable statistiquement significative dans notre modèle pour expliquer le soutien à ce parti. Parmi tous les partis, dans les deux groupes linguistiques, les deux partis chrétiens-démocrates se distinguent encore – comme par le passé – par un électorat fait d'une forte identité belge.

Le soutien aux partis verts s'explique par plusieurs variables et ils n'ont qu'une seule en commun : les jeunes électeurs sont plus susceptibles de voter tant pour Ecolo que pour Groen. Pour le reste, les principaux moteurs électoraux pour le premier sont les personnes ayant un niveau d'éducation supérieur et les électeurs qui ne s'identifient pas à la Belgique comme source principale d'identification. Les Verts flamands trouvent leur soutien auprès des femmes, des personnes qui ont des contacts avec l'autre communauté et en faveur de la solidarité. En outre, le contact interrégional est essentiel pour comprendre le soutien dont bénéficie le Groen, et c'est le seul parti flamand pour lequel cette variable joue un rôle positif.

Si l'on se tourne vers le parti qui était le principal opposant à Groen pendant la campagne, la N-VA a obtenu le soutien de personnes titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur, qui n'ont pas une forte identité belge, moins solidaires et favorables à l'autonomie régionale. Ils sont également plus susceptibles d'être plus âgés et de sexe masculin. En revanche, le SEM ne montre aucune variable statistiquement significative pour expliquer le soutien électoral au régionaliste francophone du Défi. Cela signifie que notre modèle ne correspond pas bien aux variables qui expliquent le soutien à ce parti ; cela signifie également que sur ces variables, les électeurs du Défi sont très différents les uns des autres, et qu'il n'y a pas de schémas spécifiques parmi eux.

Les deux partis libéraux bénéficient d'un soutien tout à fait différent l'un de l'autre. Le MR a obtenu le soutien d'électeurs plus âgés, ayant une formation supérieure et surtout de forts contacts interrégionaux. Les électeurs du MR obtiennent le score le plus élevé sur les indicateurs de contact et le fait que ce parti ait été le seul parti francophone de la coalition fédérale sortante pourrait expliquer cette dimension. L'Open Vld n'a pas reçu un soutien significatifs de personnes ayant eu des contacts interrégionaux, mais plutôt celui d'électeurs ayant une forte identité belge et penchant pour davantage de compétences au niveau fédéral. Les jeunes électeurs étaient également plus enclins à voter pour ce parti.

Nous présentons deux modèles pour le PTB/PVDA même s'ils forment un seul parti afin de différencier les groupes linguistiques. Et cette distinction révèle une différence intéressante. Alors que les électeurs flamands du PTB/PVDA affichent une forte identité belge, les électeurs wallons du PTB/PVDA se positionnent négativement sur cette question et ils mentionnent peu de contacts interrégionaux. Néanmoins, ils ont tous en commun un fort sentiment de solidarité.

Les deux partis socialistes ont trouvé un fort soutien chez les jeunes électeurs, mais pour le reste des variables, ils diffèrent. Le PS a obtenu un fort soutien de la part des personnes avec un niveau d'instruction moins élevé et aussi, même si l'effet est faible, de celles qui penchent pour

une plus grande autonomie régionale. Cela peut s'expliquer par le fait que les socialistes francophones sont forts en Wallonie, où ils ont traditionnellement été le premier parti politique, ce qui a été confirmé en 2019, même s'ils ont perdu pas mal de voix. En Flandre, les sp.a attirent des électeurs qui ont un fort sentiment de solidarité et qui sont également favorables à plus de compétences pour le niveau fédéral. Il s'agit donc d'un constat contrasté entre les deux partis socialistes.

Le soutien du Vlaams Belang peut s'expliquer de manière significative par cinq variables de notre modèle. Ce parti a trouvé un soutien chez les personnes ayant peu de contacts interrégionaux, une faible identité belge, un faible niveau d'éducation, un faible sentiment de solidarité et étant plus jeunes. L'électorat du PP partage avec le VB un faible soutien pour la solidarité, mais en revanche, il obtient des scores beaucoup plus élevés pour les contacts interrégionaux.

## **7. Discussion**

Parmi toutes les variables utilisées dans notre SEM, trois sont souvent significatives : l'âge (pour 5 partis flamands sur 7 et pour 3 partis francophones sur 7), la solidarité (pour 5 partis flamands sur 7 et pour 4 partis francophones sur 7) et l'identité belge (pour 5 partis flamands sur 7 et pour 3 partis francophones sur 7). En général, nos modèles reflètent mieux les contours du soutien aux partis flamands qu'aux partis francophones. Il reflète en fait deux dimensions : d'une part, ces variables s'intègrent mieux dans le comportement électoral en Flandre et, d'autre part, l'électorat flamand varie davantage d'un parti à l'autre.

La position autour de la solidarité oppose les partis de droite et de gauche sur le clivage socio-économique, dans les deux groupes linguistiques. En Flandre, le VB et la N-VA s'opposent au sp.a, au Groen et au PVDA. En Wallonie, le PP et le MR s'opposent à Ecolo et au PTB. Il est intéressant de noter que cette variable n'est pas statistiquement significative pour l'électorat du PS. Cela signifie que sur cette question, son électorat n'est pas suffisamment homogène pour permettre au modèle de saisir une relation - positive ou négative. L'effet de cette variable « solidarité » est souvent plus faible que pour les deux autres variables : le sentiment d'identité belge et le contact interrégional.

Il est frappant de constater que, sur ces deux variables, les partis francophones de gauche ressemblent davantage aux partis flamands de droite, et vice-versa. Alors que pour la solidarité, la distinction était la même entre les groupes linguistiques, la dynamique est ici transversale. Le VB et le N-VA présentent un schéma similaire à celui d'Ecolo et du PTB. Les électeurs de ces deux derniers sont en fait opposés à leurs homologues flamands, Groen et PVDA. Plus précisément, les opposés idéologiques (VB vs. PTB) ont toutes deux un faible score en matière de contacts. Ceci pourrait être un effet de schémas similaires dans la sociodémographie de leur électorat. En revanche, les chrétiens-démocrates du Nord et du Sud sont tous deux "belgicains", mais ils ne sont pas soutenus par des contacts interrégionaux plus nombreux.

La question de la répartition des compétences n'est pas souvent statistiquement significative (seulement pour quatre partis). Les opposés idéologiques et plus grands partis (PS vs. N-VA) souhaitent tous deux une plus grande régionalisation, tandis que les électeurs de l'Open Vld et du sp.a plaident pour une plus grande refédéralisation. Mais dans tous les cas, les effets sont plutôt faibles, par rapport aux autres variables explicatives, à savoir la solidarité, l'identité et les contacts interrégionaux.

## 8. Conclusion

Dans le débat politique belge, les sentiments identitaires, les préférences régionales/fédérales et les opinions en matière de solidarité, avec l'existence ou non de contacts interrégionaux, occupent une place centrale. Dans ce chapitre, nous avons cherché à explorer empiriquement les relations entre ces variables. Pour ce faire, nous avons procédé à une modélisation par équations structurelles qui permet de saisir les effets d'interactions entre les variables. Comme pour de nombreux modèles statistiques expliquant le comportement électoral, son pouvoir d'explication est limité. Les variables communautaires n'expliquent apparemment qu'une partie assez limitée du vote partisan. Pourtant, à l'exception d'un parti politique - Défi - nos modèles apportent quelques éclaircissements. Ils mettent ainsi en lumière les dimensions multiples de l'électorat de chaque parti, mais aussi les différences et les similitudes entre les partis politiques.

En ce qui concerne les principales variables explicatives incluses dans l'analyse, nos conclusions révèlent un schéma transversal intéressant. D'une part, les partis de droite et de gauche ont reçu le soutien d'électeurs qui s'opposent fortement sur la question de la solidarité. D'autre part, les partis de droite en Flandre (VB et N-VA) et les partis de gauche (Ecolo et PTB) ont des électeurs présentant les mêmes caractéristiques en termes de faible sentiment d'identité belge et de faible contact interrégional. Cependant, ces similitudes et ces différences ne s'alignent pas mais ne croisent pas non plus les préférences en matière de répartition des compétences qui pourrait être considérée, d'une manière ou d'une autre (plus de compétences pour les entités fédérées ou plus pour le niveau fédéral) comme la traduction institutionnelle des sentiments identitaires, des opinions en matière de solidarité et des contacts interrégionaux. Pourtant, il semble que les électeurs considèrent ces dimensions comme distinctes les unes des autres, ce qui rend le positionnement des partis encore plus difficile pour parvenir à une proposition cohérente. C'est peut-être là le plus grand défi pour l'avenir du système politique belge.

## Références

Alexander, J.C. (2006), *The civil sphere*, Oxford: Oxford University Press.

Allport, G. W. (1954), *The Nature of Prejudice*. Reading, MA: Addison-Wesley.

Banting, K. & Kymlicka W. (eds). (2006), *Multiculturalism and the welfare state. Recognition and redistribution in contemporary democracies*, Oxford: Oxford University Press.

Banting, K. & Kymlicka, W. (eds.) (2016), *The Strains of Commitment. Solidarity in diverse societies*, Oxford: Oxford University Press.

Deschouwer, K. & Sinardet, D. (2010), Identiteiten, communautaire standpunten en stemgedrag, in: K. Deschouwer, P. Delwit, M. Hooghe & S. Walgrave (eds), *De stemmen van het volk. Een analyse van het stemgedrag in Vlaanderen en Wallonië op 7 juni 2009*, Brussel: VUB Press. p. 75-98.

Erk J. & Anderson L. (2009), The Paradox of Federalism: Does Self-Rule Accomodate or Exacerbate Ethnic Divisions? in: *Regional and Federal Studies*. vol 19 (2): 191-202.

Frogner, A., De Winter, L. & Baudewyns, P. (2008), *Les Wallons et la réforme de l'Etat. Une analyse sur la base de l'enquête post-électorale de 2007*, Pôle Interuniversitaire sur l'Opinion publique et la Politique (PIOP).

Lijphart, A. (1977) *Democracy in Plural Societies: A Comparative Explanation*. New Haven: Yale University Press.

Putnam, R. (2007), E pluribus unum: diversity and community in the twenty-first century. The 2006 Johan Skytte Prize Literature, in: *Scandinavian Political Studies*, vol. 30 (2), 137-174.

Pettigrew, T.F. (1998), Intergroup contact theory, in: *Annual Review of Psychology*, vol 49, 65-85.

Pettigrew, T.F. & Tropp, L. (2008), How does intergroup contact reduce prejudice? in: Meta-analytic tests of three mediators, *European Journal of Social Psychology*, 38, 922-934.

Riker, William H. (1964), *Federalism: Origin, Operation, Significance*, Little, Brown, 169 p.

Sinardet D. (2011), La démocratie consociative belge: vecteur d'instabilité ? in: *Pouvoirs. Revue française d'études constitutionnelles et politiques (numéro thématique : 'La Belgique')*, vol. 35 (1), p. 21-35.

Sinardet D. (2012), Is there a Belgian public sphere? What the case of a federal multilingual country can contribute to the debate on transnational public spheres. And vice versa, in: Michel Seymour & Alain-G. Gagnon (eds.), *Multinational Federalism: Problems and Prospects*, New-York: Palgrave MacMillan, 2012, p. 172-20.

Sinardet Dave, De Winter Lieven, Dodeigne Jérémy & Reuchamps Min, 'Language identity and voting' in Deschouwer Kris, 'Mind the gap. Political participation in Belgium', ECPR Press, 2018, p. 113-132.

Swyngedouw, M. & Beerten, R. (1996), Cognitieve en affectieve motieven van partijkeuze. De nationale verkiezingen van 21 mei 1995, *Res Publica*, vol 36 (4), p. 555-574.

Swyngedouw, M. & Rink, N. (2008), Hoe Vlaams-Belgischgezind zijn de Vlamingen? Een analyse op basis van het postelectorale verkiezingsonderzoek 2007, Centrum voor Sociologisch Onderzoek, Instituut voor Sociaal en Politiek Opinieonderzoek (ISPO).

Thijssen, P. (2012), From mechanical to organic solidarity, and back. With Honneth beyond Durkheim. *European Journal of Social Theory* 15 (4): 454-470.

Van Parijs, P. (2011), *Linguistic justice for Europe and for the world*. Oxford: Oxford University Press.

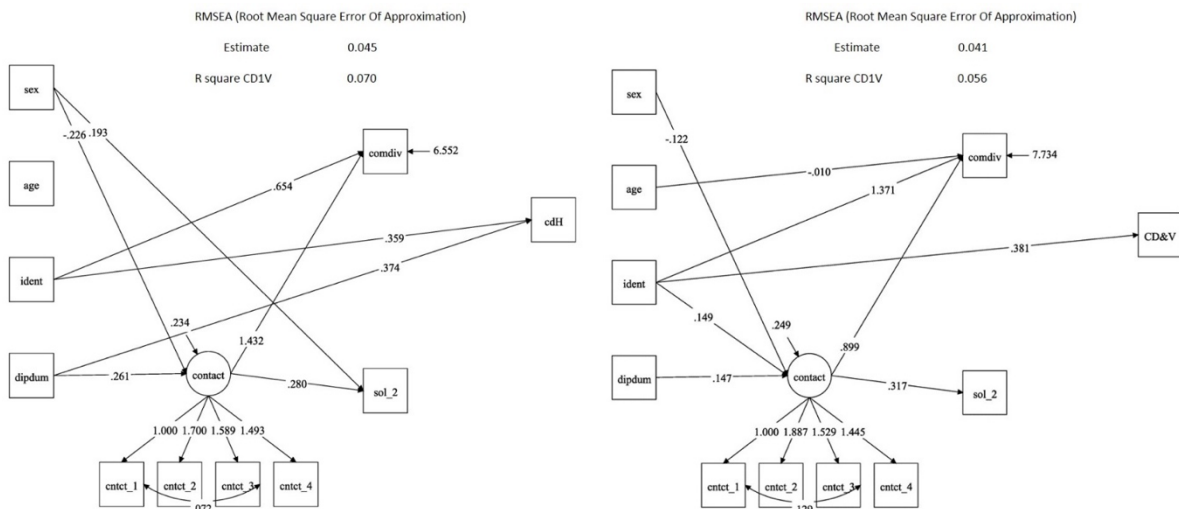
Thijssen Peter & Sinardet Dave (2015), 'Maken de contacten de Belgen? De relatie tussen Vlaams-Waalse contacten, identiteiten en houdingen over staatsvorming' in Deschouwer, Delwit, Hooghe, Baudewyns & Walgrave, *De kiezer ontcijferd. Over stemgedrag en stemmotivaties*, Leuven: Lannoo Campus, 130-150.

Thijssen Peter & Sinardet Dave (2018), 'Federalism and Solidarity in Belgium: Insights from Public Opinion' in John Kincaid & Jack Jedwab, 'Identities, Trust, and Cohesion in Federal Systems: Public Perspectives', McGill-Queen's University Press.

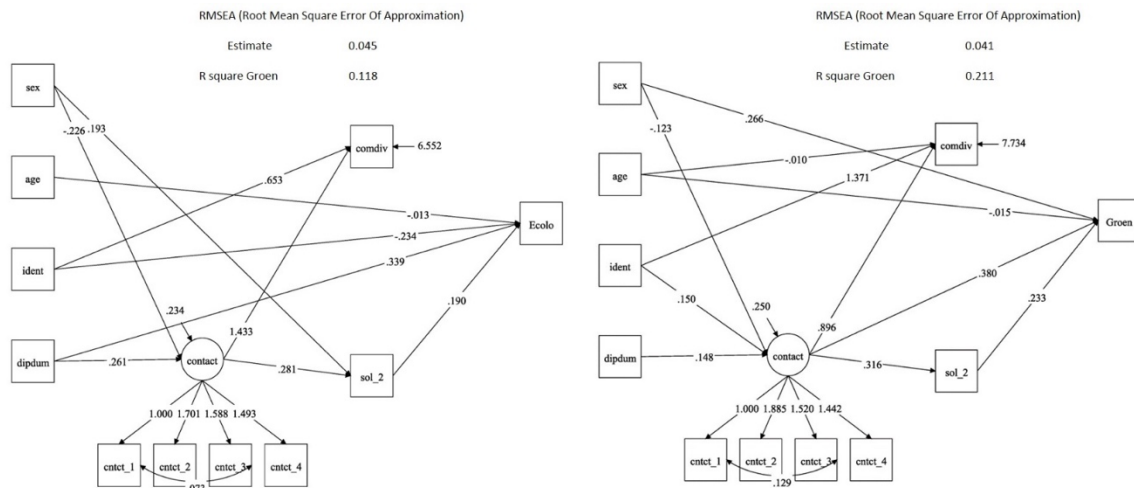
## Annexe

Dans cette annexe, nous présentons une représentation visuelle des effets mesurés dans la modélisation de l'équation structurelle pour chaque parti. Nous présentons les partis par "famille", ainsi que nous l'avons fait dans le chapitre, et l'ordre de présentation suit l'ordre alphabétique des partis politiques flamands.

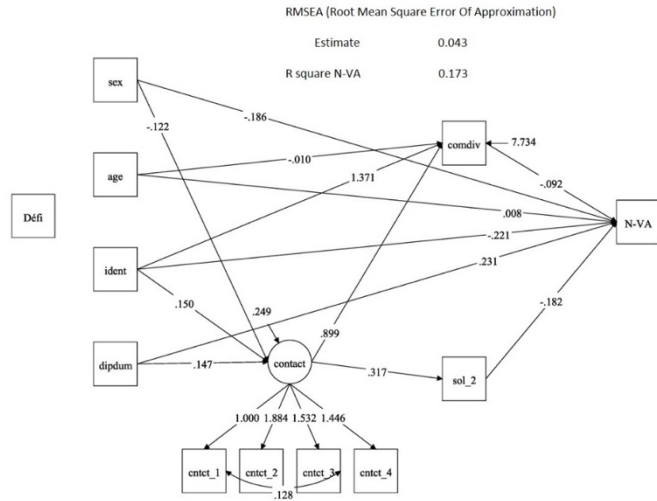
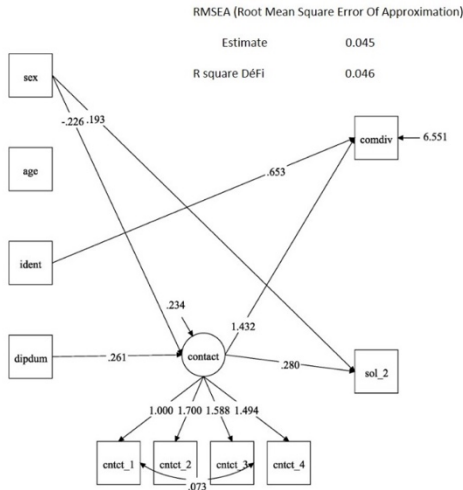
### *cdh et CD&V*



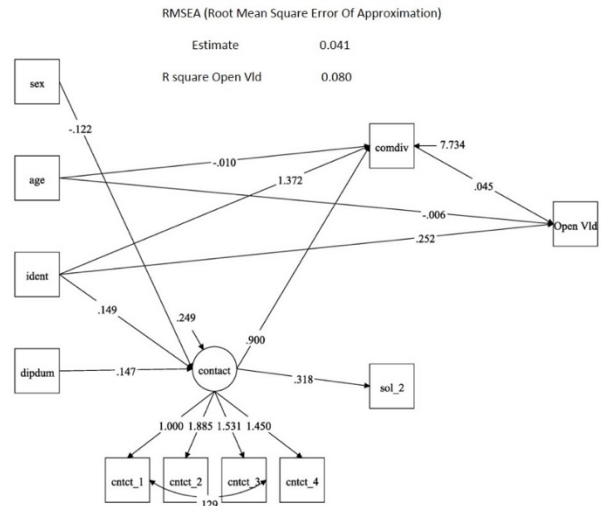
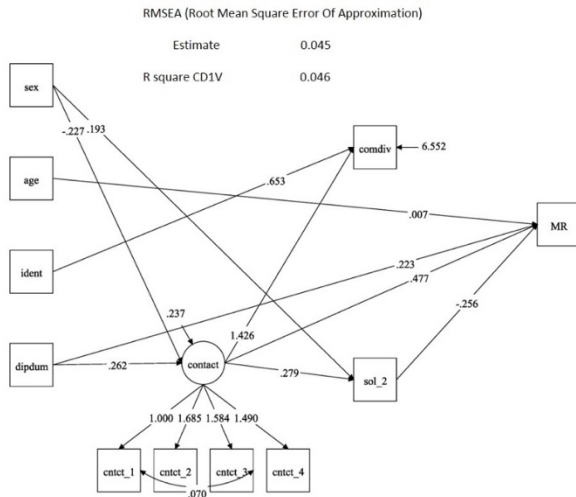
### *Ecolo et Groen*



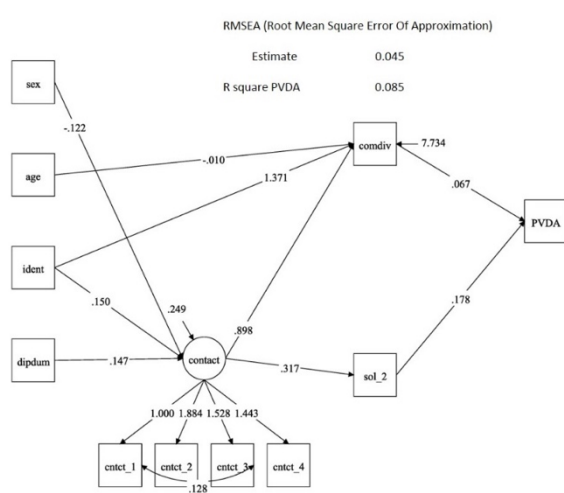
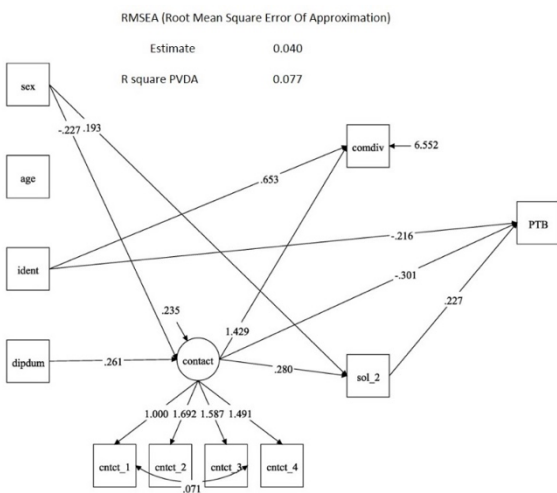
### *Défi et N-VA*



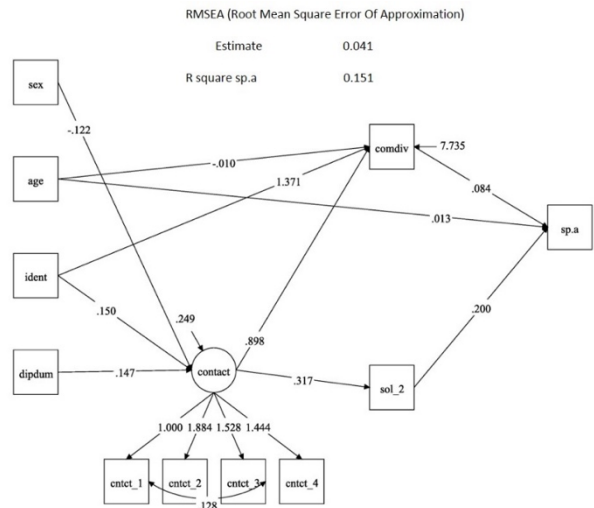
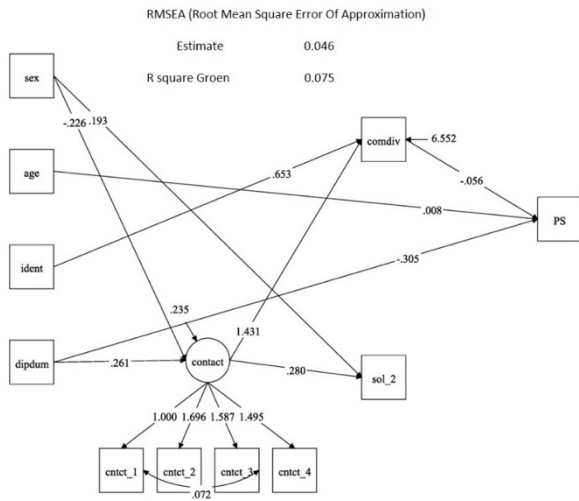
### MR et Open Vld



### PTB et PVDA



### PS et sp.a



**PP et VB**

